



SEULES LES
ENTREPRISES ET
LEURS SALARIÉS
CRÉENT LA
RICHESSSE
NATIONALE

Compétitivité
Fondation Concorde

Seules les entreprises créent la richesse nationale

Les entreprises sont directement créatrices de richesses

Le PIB mesure le total des richesses d'un pays. Mais il faut avoir en tête qu'il agrège deux flux de nature profondément différente :

- La somme des valeurs ajoutées des agents économiques nationaux (entreprises, artisans) valorisée aux prix de marché à laquelle on ajoute les impôts sur les produits comme la TVA (la valeur ajoutée mesure la richesse créée par la différence entre la valeur de la production de l'entreprise et la valeur des produits et services achetés auprès d'autres entreprises). **C'est le PIB marchand** (72% du PIB).
- Les services fournis par les administrations publiques (sécurité, enseignement, santé, justice,...) qui ne peuvent être valorisés par un prix de marché et qui sont donc évalués par leurs coûts de production avec en premier lieu les salaires des fonctionnaires. Avec parfois des effets pervers : plus la dépense des administrations est forte, plus on augmente le PIB et plus on baisse le ratio de la dette rapportée du PIB... **C'est le PIB non marchand** (28% du PIB).

En réalité, l'économie marchande étant la seule à être valorisée financièrement sur un marché, c'est elle qui constitue la source de financement de l'administration. L'économie non marchande est donc d'abord un emploi de la richesse dégagée par les entreprises et leurs salariés.

L'économie marchande, par la richesse qu'elle crée, constitue la seule source de financement de l'Etat.

L'enjeu d'une administration efficace est toutefois fondamental pour assurer la prospérité d'un pays à condition qu'elle assure ses fonctions régaliennes (police, justice, ...) et qu'elle accompagne le développement des entreprises.

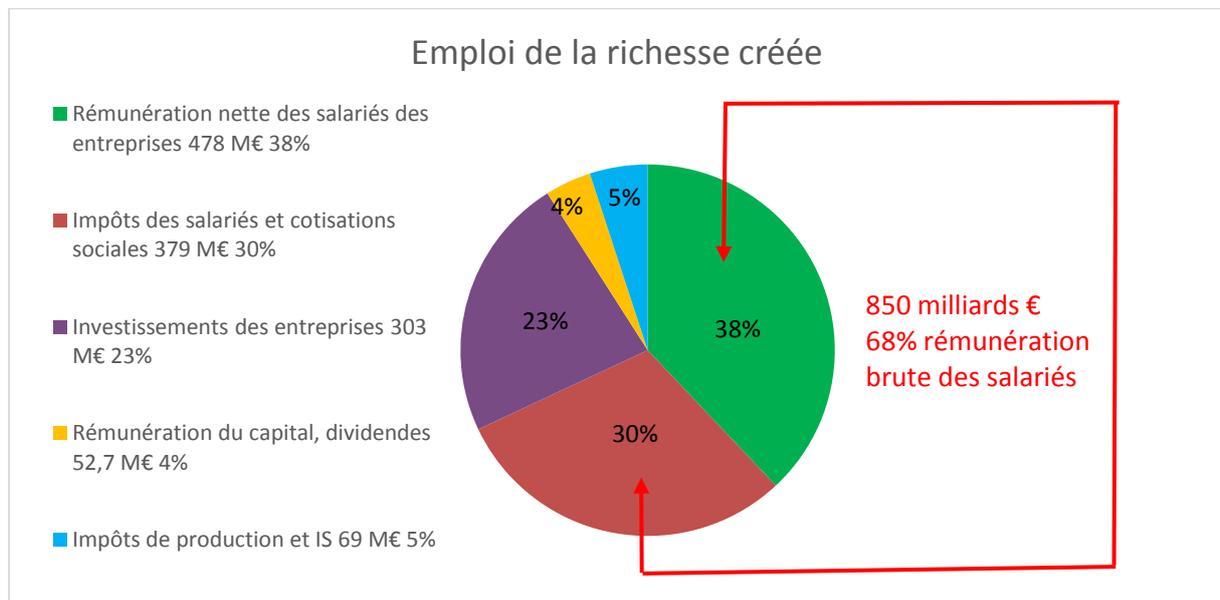
La création de richesse par les entreprises françaises et leurs salariés s'élevait en 2017 à 1648 milliards €.

Total création de richesse :	1 648
Impôts sur les produits :	249
Valeur ajoutée des entreprises :	1 399

En milliards € 2017

Source : INSEE, comptes nationaux

La richesse créée est utilisée de la façon suivante (analyse réalisée au niveau de la valeur ajoutée brute des entreprises donc hors impôts sur les produits et hors entreprises individuelles, soit 1 268 milliards €) :



68% des richesses créées par les entreprises sont affectées à la rémunération brute des salariés qui, au-delà de leurs salaires, financent leurs soins, leur retraite, leurs indemnités chômage. **Près de la moitié du salaire brut des salariés des entreprises (45% selon KPMG) est prélevée sous la forme de cotisations sociales et d'imposition des salariés. Cela signifie que 30% de la totalité de la richesse créée par les entreprises finance indirectement les dépenses publiques et sociales par ce biais. 38% de la richesse créée assure le paiement des salaires nets.**

24% de la richesse créée est employée à maintenir et développer les investissements de production des entreprises.

Seulement 4% de la richesse créée est affectée à la rémunération du capital via les dividendes. Les actionnaires sont donc bien loin de se tailler la part du lion comme on le croit.

Pour comprendre la faiblesse de ce chiffre eu égard aux débats enflammés sur la répartition de la valeur ajoutée, il faut prendre en considération la réalité des données économiques et financières concernant les entreprises françaises :

76% du CA du CAC 40 réalisés à l'étranger (Source EY 2017, 29 entreprises du CAC 40 ayant publié leur CA France)

42,7% des actions du CAC détenues par des non-résidents

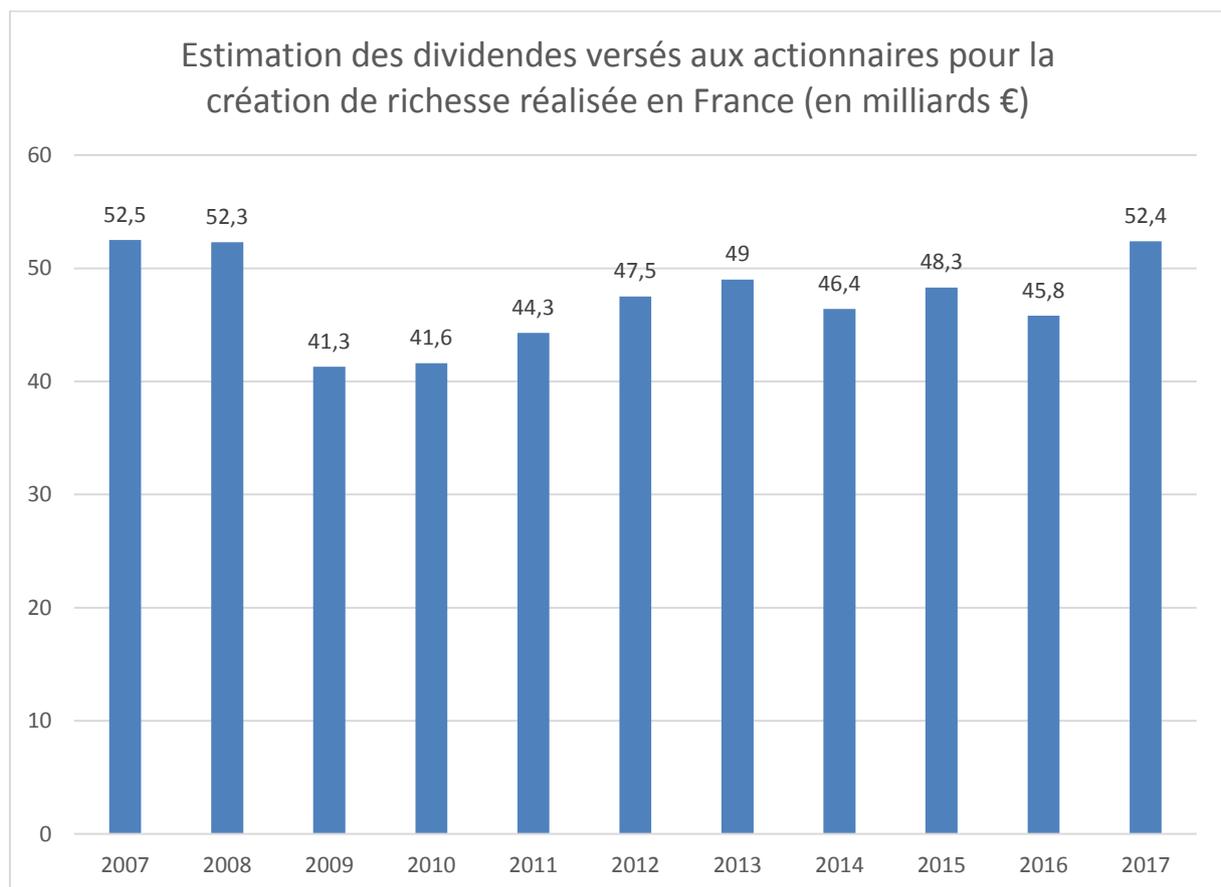
46,8 milliards € de dividendes versés par les entreprises du CAC 40 au titre de l'exercice 2017

34,5% : taux d'imposition moyen des entreprises du CAC 40 sur leurs profits réalisés dans le monde (Source PwC)

Au vu de ces chiffres, on comprend que débattre des dividendes versés par les entreprises du CAC 40 qui réalisent 72% de leur chiffre d'affaires à l'étranger et qui sont détenues par ailleurs à 42,7% par des capitaux étrangers a peu de sens. Ces entreprises réalisent la majeure partie de leurs profits à l'étranger où elles paient leurs impôts à un taux élevé. A l'extrême, Total est l'entreprise qui réalise les plus gros profits mais cette entreprise ne paie pas ou peu d'impôt sur les sociétés en France selon les années car la quasi-totalité de ses bénéfices sont réalisés à l'étranger. Cependant Total paie de nombreux autres impôts comme la C3S.

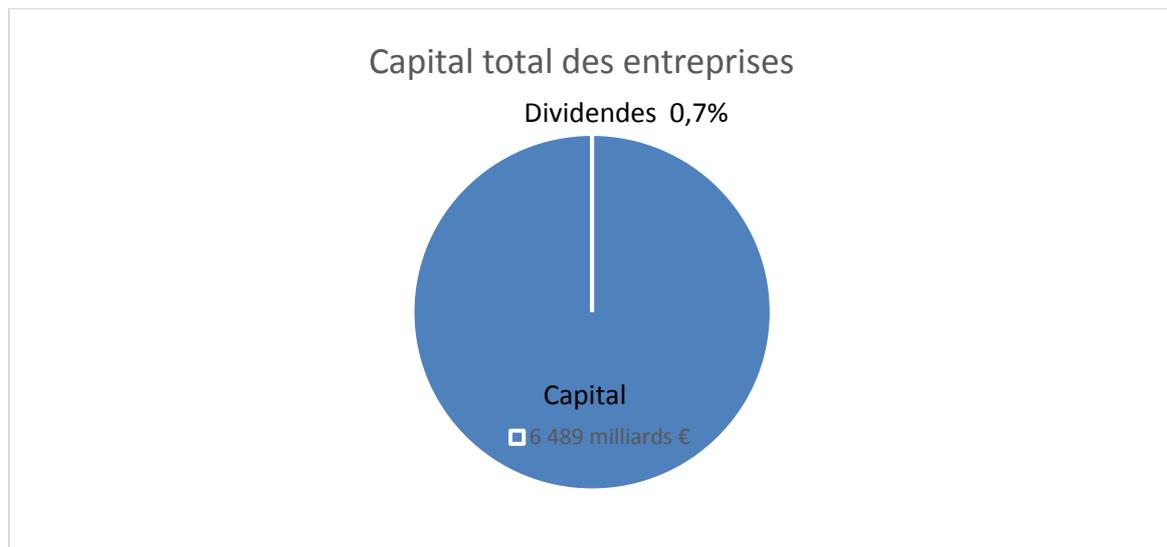
Le présent rapport ne vise qu'à parler de la création de richesse et de la répartition de ses fruits en France.

Comme il n'existe pas de statistiques des dividendes versés par les entreprises au titre de leurs activités spécifiquement françaises, nous en avons réalisé une estimation à partir des montants annuels de l'impôt sur les sociétés selon une hypothèse de reversement de 40% des résultats après impôts en dividendes (Source Vernimen) :



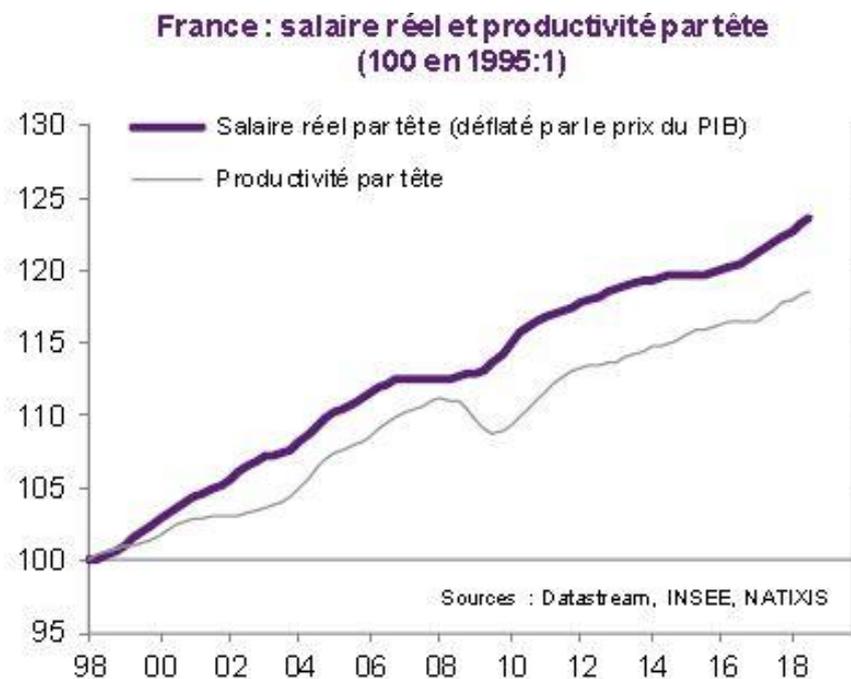
Les dividendes versés par les entreprises opérant en France s'avèrent donc limités. Ils ne représentent que 2,3% du PIB contre 2,7% en 2007.

Si l'on rapporte leur montant total au capital investi total des entreprises (capital fixe net) qui s'élevait à 6 489 milliards € en 2017, la rentabilité pour les actionnaires ne s'élève qu'à 0,7% :



Le risque endossé par les actionnaires est donc très faiblement rémunéré !

A contrario, contrairement à ce qu'on observe dans le monde et contrairement aux croyances, depuis 2000, les salaires augmentent plus vite que la productivité en France (ce qui a pour effet de dégrader la compétitivité de nos entreprises sur les marchés internationaux et de créer du chômage) :



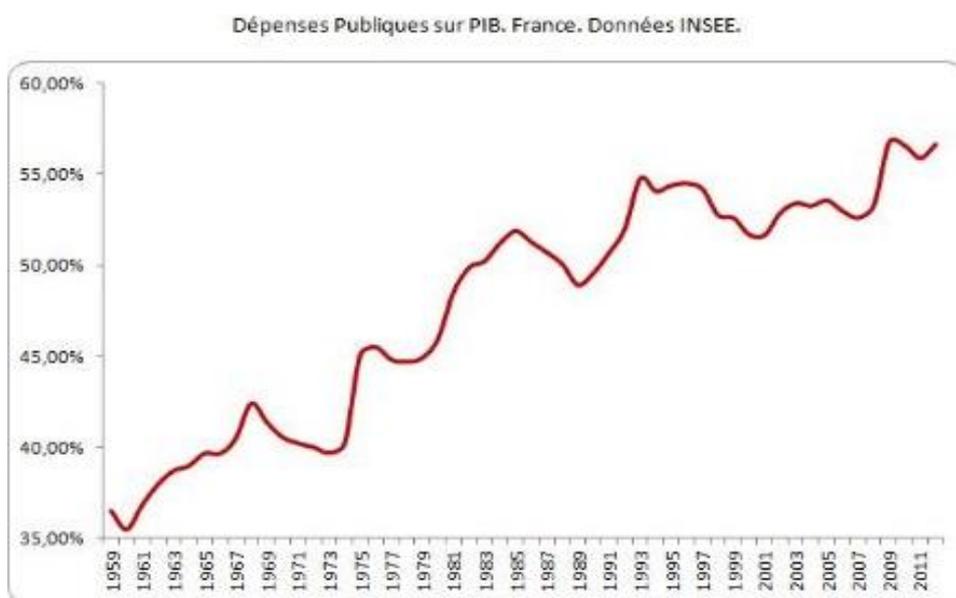
La part des salaires dans la valeur n'a donc cessé de croître : elle a gagné 3 points depuis 2000 en passant de 65 à 68%.

Comment les modalités de financement de l'accroissement de la dépense publique ont tué la croissance des entreprises

Champions du monde !

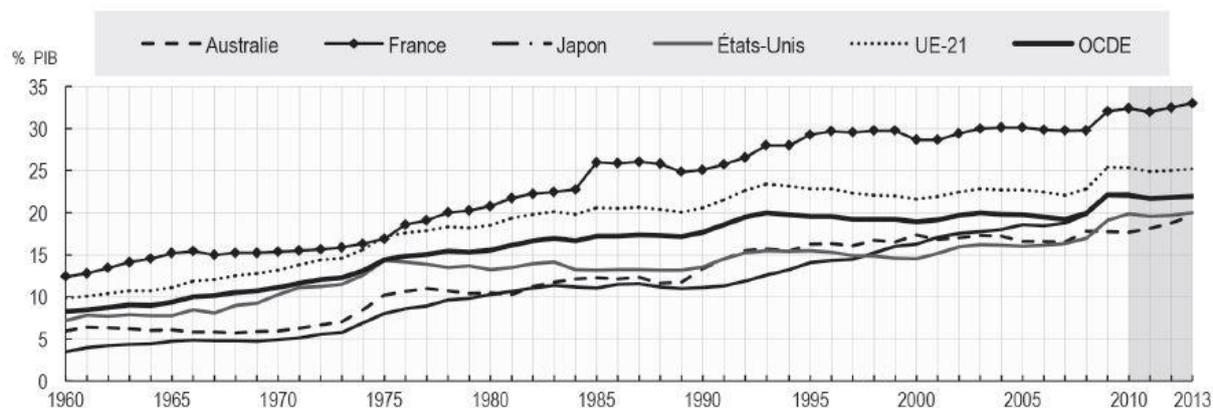
Depuis 2016, la France est championne d'Europe de la dépense publique avec 56,5% de son PIB contre 47% en moyenne pour la zone Euro. Elle est également championne du monde en ce qui concerne les pays développés (OCDE).

La dépense publique mesurée en % du PIB a connu un formidable essor depuis 1960 puisqu'elle a gagné 20 points en passant de 35% à 56% du PIB, soit un accroissement de 57% :



Depuis 1980, la croissance de la dépense publique découle exclusivement de l'augmentation des dépenses sociales. Elle a progressé de + 12 points de PIB depuis 1980 :

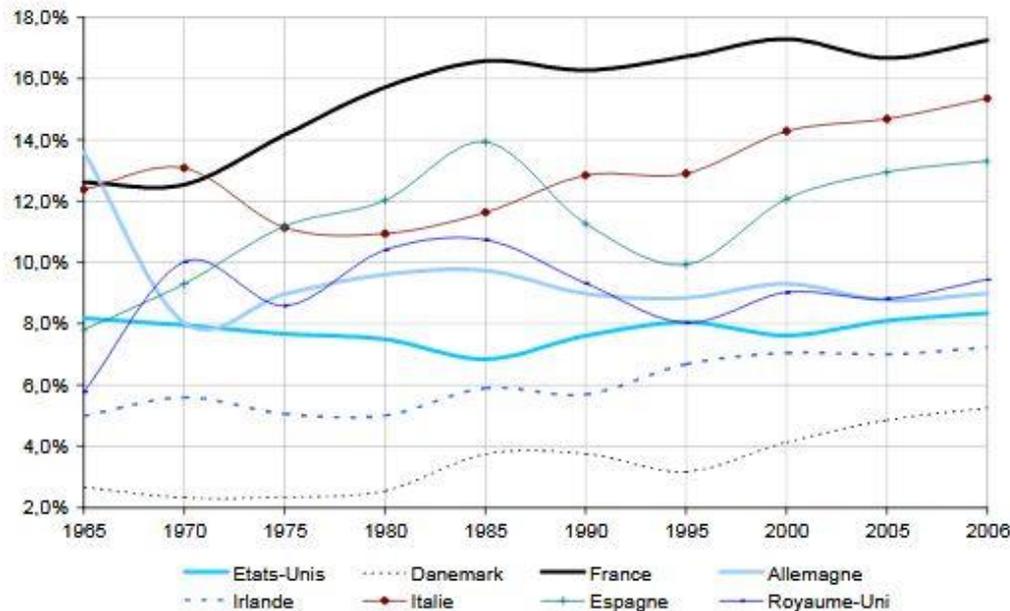
Les dépenses sociales publiques dans les pays de l'OCDE, en pourcentage du PIB, 1960-2013



La question cruciale est de comprendre comment ce formidable accroissement de la dépense a été financé ! Or, il s'avère que les richesses produites par les entreprises et leurs salariés ont été lourdement ponctionnées pour financer cette masse de dépenses :

Évolution des prélèvements sur les entreprises

En % du PIB



Source : CPO, d'après données OCDE

Si l'on considère les dix dernières années, depuis 2007, la richesse créée par le pays mesurée par le PIB, n'a augmenté que de 8% alors que dans le même temps, la dépense publique a cru à un rythme double. Depuis 2007, la totalité de la richesse créée par les entreprises et leurs salariés a donc été absorbée par la dépense publique, et même plus... 105% !

Evolution comparée du PIB et de la dépense publique depuis 2007 :

	2007	2017	Accroissement 2017/2007	Taux d'accroissement
PIB	2080	2246	166	8 %
Dépense publique	1094	1269	175	16%

Source : INSEE en milliards € 2014

Ce chiffre permet de comprendre le malaise actuel tant au niveau du pouvoir d'achat des salariés que de la capacité à investir et à se développer des entreprises.

Toute la richesse créée depuis 10 ans par les entreprises et leurs salariés est partie dans la dépense publique.

Encore champions du monde !

Les entreprises françaises ont subi une hausse très importante de leurs prélèvements entre 1970 et 2000, 5 points de PIB, la plus forte des pays de l'OCDE.

L'accroissement de la dépense publique a été très majoritairement financé par l'accroissement des prélèvements sur les entreprises.

A l'heure actuelle, elles subissent les prélèvements les plus élevés de l'OCDE avec un surcroît de prélèvements de l'ordre de 6 points de PIB par rapport à la moyenne des entreprises de l'OCDE et de 7 points par rapport aux entreprises de la zone Euro hors France. Cela représente un écart annuel de charges de plus de 140 milliards € à leur détriment !



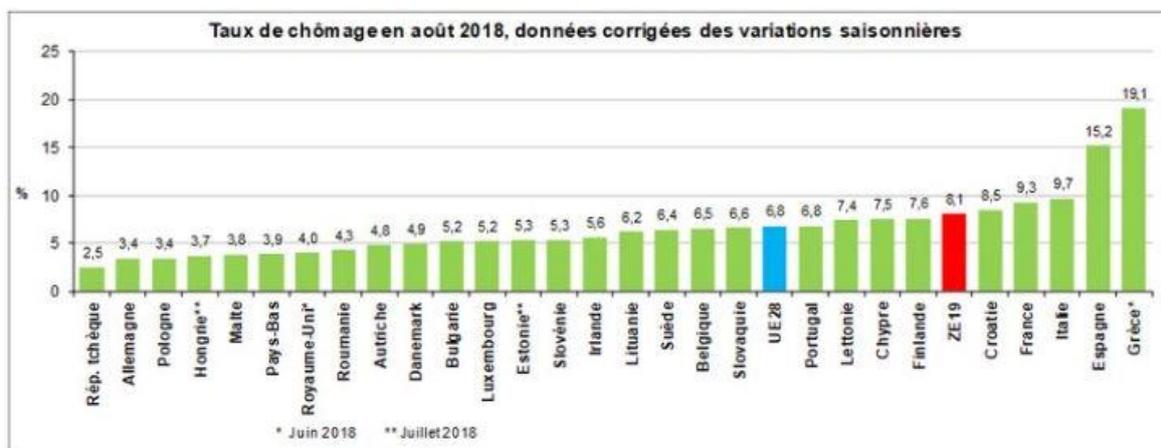
Le CICE et le pacte de responsabilité n'ont amélioré la compétitivité des entreprises qu'à la marge, la hausse des marges des entreprises françaises à la fin 2015 résultant également de facteurs conjoncturels, principalement de la baisse des prix du pétrole et de la baisse des taux d'intérêt, deux facteurs qui se retournent à la hausse.

Dans la zone Euro, les entreprises françaises sont ainsi les seules à augmenter leur endettement faute d'un autofinancement suffisant :



En continuant à investir en s'endettant, les entreprises françaises prennent un risque important.

Nous n'avons pas pris la mesure de cette masse de prélèvements qui hypothèque de manière rédhibitoire la compétitivité de nos entreprises sur les marchés internationaux et qui bloque le développement de l'emploi. *Notre chômage est un des plus élevés de l'Union européenne et notre taux d'emploi un des plus faibles :*



Source : Eurostat

Actuellement, les prélèvements sur les entreprises sont en train de renouer avec les sommets de 2013 et 2015.

La destruction de notre industrie qui désespère nos territoires

Ces prélèvements pèsent plus particulièrement sur l'industrie via les impôts à la production (CVAE, impôt foncier, C3S,...)

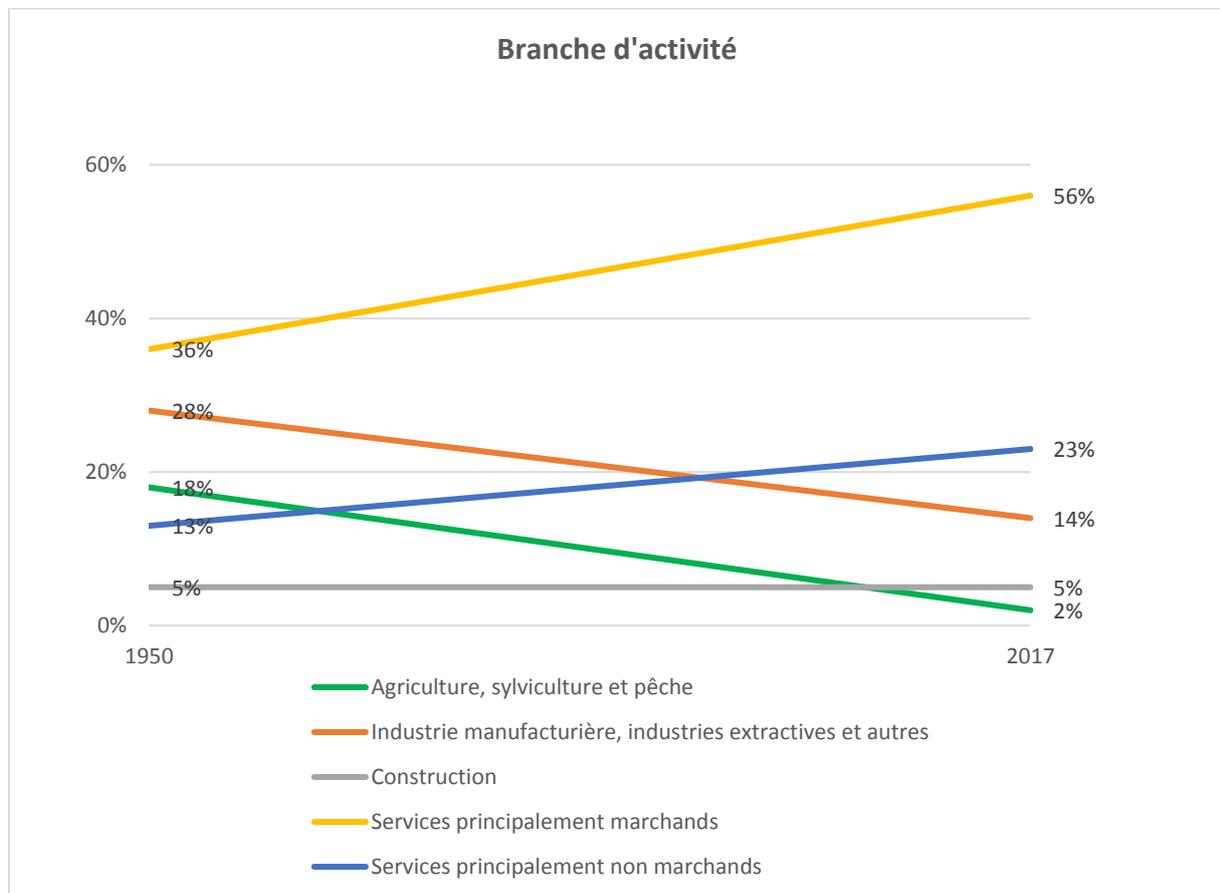
Au total, on prélève 8% de plus de la richesse créée par les entreprises industrielles françaises (leur valeur ajoutée) qu'en Allemagne.

Le poids des prélèvements obligatoires qui pèsent sur les entreprises manufacturières en France et en Allemagne (2016) en % de la valeur ajoutée :

	France	Allemagne
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	14,0%	9,4%
Impôts de production	9,7%	4,0%
Impôts sur les sociétés	4,2%	3,8%
Total des prélèvements obligatoires sur la production	27,9%	17,2%
CIR + CICE	-2,9%	
<i>Total net des prélèvements obligatoires sur la production</i>	<i>25%</i>	<i>17,2%</i>
Différentiel avec l'Allemagne	7,8% de valeur ajoutée	

Source : Rexecode

La hausse des prélèvements sur les entreprises a pénalisé en premier lieu les secteurs économiques confrontés à la concurrence internationale. On le constate quand on analyse l'évolution des composantes du PIB français :



On observe depuis 1950 l'essor de la production des administrations dans le PIB qui passe de 13 à 23% du PIB, soit un accroissement de +77%, la progression des services marchands qui représentent 56% du PIB contre 36%, soit une hausse de +56%. A contrario, on constate l'effondrement de l'agriculture qui régresse de 18% du PIB en 1950 à 2% en 2017, soit une chute de -89% et la forte baisse de l'industrie dont la part dans le PIB a été divisée par 2 (14% contre 28%). L'industrie de la construction est restée stable à 5% du PIB. Cela traduit un basculement des secteurs immergés dans la concurrence internationale au profit des secteurs protégés (PIB non marchand, services). En prélevant trop en comparaison avec les autres pays, on réduit la capacité d'investissement de l'économie, la motivation à produire, la compétitivité de nos entreprises à l'international. C'est ce qui a amené les grandes entreprises du CAC 40 à investir prioritairement dans de nouvelles capacités de production à l'international qui représentent désormais 72% de leur chiffre d'affaire.

Il n'est le plus souvent ni rentable ni compétitif de produire en France.

L'évolution des parts de marché de nos entreprises dans la zone Euro qui représente le débouché naturel de nos productions traduit directement cette perte de compétitivité. Nous ne pouvons pas en effet incriminer le niveau élevé de l'euro !

Part des exportations françaises de marchandises dans les exportations de marchandises des pays de la zone euro (toutes destinations d'exportation confondues)



Nous avons perdu 5% du marché total de la zone Euro depuis 1999, c'est-à-dire une baisse de 30%.

Faute de marge mais aussi faute de compétitivité (pourquoi investir en France alors que ce n'est pas rentable ?!), l'économie française est également en train de manquer la nouvelle révolution industrielle (robotisation, numérisation des process, impression 3D, internet des objets, ...).

Elle se modernise beaucoup moins que les autres pays européens :

